

gouvernements de la région. Il s'agit du maintien d'une croissance non inflationniste, des pénuries de main-d'oeuvre et de capitaux, de l'adaptation structurelle et de la diversification économique.

À l'issue de la réunion, le Japon a proposé d'entreprendre une étude détaillée des liens économiques entre les pays membres de la CEAP dont les conclusions seraient examinées en 1992. Je tiens à remercier le Japon d'avoir pris cette initiative. Elle cadre tout à fait avec notre point de vue sur les types d'échanges économiques que seule la CEAP peut promouvoir.

Monsieur le Président, le Canada appuie fermement la poursuite des discussions du groupe d'experts, qui réunit des responsables de nos ministères respectifs des affaires étrangères, du commerce et des finances. À notre avis, ces rencontres remplissent deux fonctions : premièrement, fournir aux ministres des pays de la CEAP, comme l'ont fait les participants à la réunion de Gyeong Ju, des vues réfléchies sur les perspectives économiques de la région; deuxièmement, faire mieux comprendre les tendances et les questions qui influent sur les perspectives de croissance à long terme, l'adaptation et les liens économiques dans la région.

Je crois savoir que certains d'entre vous craignent qu'un dialogue de cette nature n'entraîne une coordination des politiques et, partant, une réduction de la capacité des pays concernés de prendre des décisions en toute indépendance. Je tiens à vous assurer que ce n'est pas là notre objectif. Nous ne voulons pas que cette tribune serve à dicter des taux d'intérêt communs, à gérer les taux de change ni à critiquer les politiques économiques d'un pays ou d'un autre. Toutefois, Monsieur le Président, nous estimons qu'elle peut nous aider considérablement à définir nos problèmes communs, à échanger des renseignements et des analyses sur les tendances économiques et les grands dossiers dans la région, et à nous consulter au sujet de l'évolution de l'économie mondiale et régionale dont nous ressentons tous les effets.

C'est dans le cadre d'un tel dialogue que nous serons tous mieux en mesure d'élaborer et d'appliquer des politiques qui profitent à l'économie et à la population de tous nos pays.